

Le parti-pris des habitants pour une ville populaire, solidaire, progressiste.

# le PROGRÈS

## de Saint-Ouen

\_ N°8 • Janvier-Février 2012

Une jeunesse  
en résistance



lire p 5

Ph : Alice Guérin

FRANPRIX

## Les salariés de la supérette soulèvent une chape de plomb

*A l'annonce du licenciement de leur directeur de magasin qu'ils considèrent « injustifié », la quasi-unanimité des salariés du « Franprix de la Patinoire » ont décidé de se mettre en grève reconductible, le lundi 23 janvier, afin d'exiger sa réintégration. Cette réaction qualifiée de « peu banale » représentait pour les salariés le moyen de dénoncer le risque de rupture du dialogue social qui s'était instauré depuis près de deux ans avec l'arrivée de ce nouveau responsable. Mais la grève a permis de poser les revendications sur la table.*

Des améliorations notoires au niveau du respect du droit du travail avaient apporté un mieux-être pour les salariés qui craignaient que leurs revendications (encore nombreuses) ne soient plus entendues ou relayées vers la direction générale. Car souvent dans ces professions, la précarité et l'autoritarisme patronal, ont un effet dissuasif sur toute velléité pour faire respecter ses droits ou d'exprimer la moindre revendication. Dans ce contexte, le licenciement du directeur, a agi comme un facteur déclenchant. En réaction, quasiment tous les salariés se sont mis en grève.

Un changement de climat qui a surpris la direction du groupe, mais qui a manœuvré, car au fil des jours, une escalade de procédures s'est mise en route: remise en cause du droit de grève, sanctions disciplinaires, risque de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement des salariés.

Forts de leur bon droit, les « Franprix » soutenus par les syndicats locaux, les clients (plus de 800 signatures recueillies en 3 jours), les élus dont Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen, forts aussi de la solidarité financière récoltée, et malgré les pressions juridiques mises en place et les menaces de licenciements; sont restés très déterminés. Les médias ont relayé le conflit et pour une fois, les employés d'une modeste supérette ont pu prendre la parole. Le conseil municipal du 30 janvier, a consacré un moment au problème. François



Ph: Daniel Helle

La superette a connu son premier gros conflit social avec plusieurs jours de grève

Arnaud, conseillère municipale (et par ailleurs dirigeante syndicale) a pris la parole durant l'interruption de séance, expliquant qu'un salarié de Franprix ne pouvait pas s'exposer ainsi.

### Ouverture des négociations

Durant le week-end suivant, la direction générale du groupe Distri-Services a enfin accepté d'ouvrir des négociations. La situation du directeur se réglant directement avec l'employeur, il a été convenu de la part de la direction d'abandonner toutes procédures et sanctions disciplinaires en cours (ce qui n'est pas rien). Il s'agit aussi de prendre en compte le défraie-

ment pour les sommes dépensées dans les procédures engagées par les salariés auprès du Tribunal d'Instance et du Tribunal des Prudhommes (démarches levées). Enfin, il est prévu la mise en place d'un calendrier de négociations portant en priorité sur la transformation des contrats de travail à temps partiel « imposés » en temps plein, la mise en place de la mutuelle « santé », l'amélioration des conditions de travail.

Sur cette base de négociations, les salariés ont décidé de reprendre le travail le mardi 31 janvier au matin. Le protocole de fin de conflit a été signé le 2 février à midi. Annick Cotten, responsable de l'Union locale CGT, nous livre ses impressions: « ce conflit a permis de réaliser 17 adhésions à la CGT (sur 29 salariés). La création du syndicat va protéger les sa-

lariés et consolider les liens qui se sont tissés. En effet, ils se côtoyaient sans réellement se connaître, vu les horaires en turn-over. J'ai été marquée par les témoignages de solidarité de la clientèle et des audoniens de passage. La combativité des grévistes n'a jamais faibli, ni l'esprit de solidarité. Je crois que les salariés de Franprix ont pris conscience de la nécessité de se battre pour se faire respecter et gagner ».

Quelques jours après l'accord du 2 février, de nouvelles négociations se poursuivaient sur la base du cahier de revendications construit pendant la grève. Les propos entendus tout au long du conflit soulignent l'état d'esprit nouveau des salariés. La grève aura permis de lever une chape de plomb.

Guy Carol

# La dette, l'arnaque du siècle

Mardi 24 janvier, l'Espace 1789, a présenté un film du mensuel « Regards » intitulé « la dette, l'arnaque du siècle », film didactique et pédagogique. La soirée était soutenue par un collectif d'associations et d'organisations sur un thème dont on nous rebat les oreilles sans savoir réellement de quoi il s'agit. 200 personnes étaient présentes ce soir-là.

Ph : Daniel Helle



## Manifestation anti-austérité

Le 18 janvier, date du sommet social à l'Élysée, plusieurs syndicats (CGT, SUD, ... ) avaient organisé une manifestation qui partait symboliquement de la place de Bourse. Devant le temple du CAC 40, les manifestants ont réclamé le relèvement du pouvoir d'achat et le Smic à 1700 euros, le retour de la retraite à 60 ans, des moyens pour un service public de qualité, aussi que la défense de l'emploi et la ré-industrialisation du pays.

### Communiqué

## 3200 licenciés à l'USMA en 2012

A Saint-Ouen, chaque jour, des sportifs vivent leur discipline et continuent de développer l'USMA et « cela depuis 60 ans ». Beaucoup de sportifs de haut niveau représentent le club dans le sport amateur, où vivre c'est respirer, c'est prendre soin de sa santé. Plus de 3000 personnes le savent, faire du sport à l'USMA, c'est apprendre à vivre ensemble, à jouer ensemble, à rêver ensemble, à grandir ensemble. L'USMA est un club de son temps où faire du sport, c'est une culture. Nous sommes 3000, bientôt beaucoup plus. Dans une époque compliquée, l'USMA devient le club référence à Saint-Ouen avec ses disciplines variées à partir de 2 ans jusqu'à 90 ans. L'USMA, c'est vraiment tous les sports pour tous les niveaux. Et cela est notre leitmotiv.



Annick Coupé, au micro, responsable nationale de Solidaires

L'idée centrale, c'est que les mécanismes de la dette ont été créés par ceux qui, au nom de la dette, remettent en cause les droits, les services publics... A cet égard, le film parle d'un tiers de dette légitime (emprunter pour construire une école par exemple) et 2/3 de dette illégitime (usure, cadeaux fiscaux aux plus riches...). Point de vue inégalités face à l'impôt en France, l'imposition sur les entreprises est de 33 %, celles du CAC 40 est de 8 %. Chercher l'erreur.

Annick Coupé, responsable nationale des syndicats « Solidaires » estime que « pour les biens publics, les services publics, la crise écologique : on ne peut pas penser les choses séparément... »

*D'autant plus que l'argument de la dette est utilisé politiquement comme arme de dissuasion de toute transformation sociale : la crise nécessite les efforts de « tous » et gomme l'idée d'un autre monde possible ».*

Une personne dans la salle expliquera les prêts toxiques aux collectivités, « des arnaqueurs », dit-il, en prenant l'exemple de la ville de Chambéry (difficile à expliquer tellement les taux « sont farfelus pour quelqu'un de sensé »).

Un autre intervenant nota que la crise de la dette sert à faire reculer la démocratie. « Quelle sortie de crise dans ses conditions » interrogea-t-il ?

Quelqu'un associa la crise de la dette à la crise de l'euro (en parlant aussi de dette légitime et de

dette illégitime). « Pas de remise en cause de la dette sans remise en cause de l'UE » insista la personne qui provoqua quelques échanges. La Banque Centrale Européenne (BCE) interdit de financer les budgets publics. Question centrale. Les Etats doivent emprunter sur les marchés financiers à des taux exorbitants qui varient beaucoup selon les Etats et des établissements financiers. « C'est devenu le terrain de jeux des spéculateurs ».

Jean-Yves Marsouin, militant audonien d'Attac, pense que 2012 doit servir à remettre en cause les traités européens. Et parle de « coup d'Etat financier permanent ».

Annick Coupé souligna qu'à

« chaque fois qu'on revendique du service public, ce n'est pas possible au nom de la dette. Commencer à s'attaquer à la dette, agit sur un certain nombre de choses comme les retraites et les contrats de travail ». Et de développer son propos en disant qu'un « audit citoyen sur la dette permet de déconstruire l'édifice et de montrer que d'autres choix sont possibles. Il faut des mesures de rupture pour mettre un coup d'arrêt à cette logique. Il n'y a pas de fatalité à ce que l'argent public serve à la rente financière. Plus de fiscalité et pas de cadeaux fiscaux, ce sont des rentrées fiscales ». Une soirée qui aura permis de remettre des choses dans le bon sens.

Alain Lepage et Bernard Ivan

## Un tiers des Grecs sous le seuil de pauvreté

Un moment important de la soirée a été le témoignage d'une jeune grecque, sur la situation que connaît son pays. « Aujourd'hui, dit-elle, un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Au point qu'il existe une apparition d'une crise alimentaire et d'une crise sanitaire à Athènes... La dette, c'était un phénomène du tiers monde, maintenant, c'est devenu européen... Ce sont les mêmes mesures structurelles qui étouffent les peuples, sauvent les banques et les spéculateurs (avec de l'argent public) et qui font perdurer le système. La nature n'est plus protégée (vente du patrimoine naturel, les littoraux et les îles) et parallèlement, c'est la ruine des agriculteurs, tenus et étranglés par le Crédit Agricole. Des armateurs grecs ne payent pas d'impôts, ainsi que l'église orthodoxe, gros propriétaire foncier et immobilier... ». Un tableau édifiant sur ce que produit la domination de la finance sur les peuples.



# Le premier acte du Grand Paris

**La cité du cinéma s'est dévoilée à l'occasion de la signature du premier contrat-cadre du Grand Paris. En effet, l'Etat initie des contrats de développement territorial (CDT) avec les collectivités locales pour développer les « clusters » ou pôles de développement économique autour de Paris. Celui du territoire de Plaine-Commune et de Saint-Ouen sera consacré à la création et à la culture. Mais c'est tout l'aménagement de ces zones qui sera bouleversé.**



**L**undi 16 janvier, jour de la signature du premier CDT. La date est importante et symbolique. Devant la grande halle rénovée et clinquante de l'ancienne centrale électrique, les élus - surtout communistes et socialistes - attendent le Premier ministre. Deux ministres sont déjà là : Maurice Leroy, ministre de la ville et du Grand Paris, et Frédéric Mitterrand, ministre de la culture. Dans les discussions informelles qui ont lieu pour tuer le temps, Maurice Leroy (ancien responsable des collaborateurs des sénateurs communistes, eh oui...) loue les qualités de deux sénateurs qu'il avait connus dans une autre vie : Fernand Lefort et Paulette Fost. Retour sur l'événement, la voiture de François Fillon arrive, happé par des grappes de photographes et de cameramen. Mais le premier ministre n'aura pas eu à affronter la foule des manifestants pour son déplacement « en banlieue rouge ».

Didier Paillard, maire de Saint-Denis, dans ses mots d'accueil, rappela l'importance qu'a représentée l'implantation du Stade de France pour le développement de la Plaine-Saint-Denis. L'enjeu de ce CDT est au moins

comparable. Toutefois, le futur nœud de transport qui va naître à Pleyel « ne doit jamais devenir un eldorado de la spéculation foncière qui éloignerait les couches populaires ». Et de souhaiter « faire la démonstration qu'on peut refaire la ville sans exclure ses habitants et ses salariés ».

Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen, indiqua que « Saint-Ouen constitue une ville charnière, un trait d'union entre différents territoires » et qu'il faut « réussir les mutations nécessaires et construire un Grand Paris non seulement moderne, mais aussi solidaire ». Elle poursuivit en évoquant, Alstom, qui emploie aujourd'hui 2 400 salariés et dont les terrains industriels vont se transformer, notamment l'ancien grand hall de montage des grands transformateurs, en futur « cité du design ». Une idée déjà annoncée lors de la cérémonie des vœux. Une ville de culture aussi avec « Mains d'Œuvre » et des pratiques multiples dans les quartiers.

## Une vision à long terme

Patrick Braouezec, Président de Plaine-Commune, souligna la qualité des projets ambitieux sur

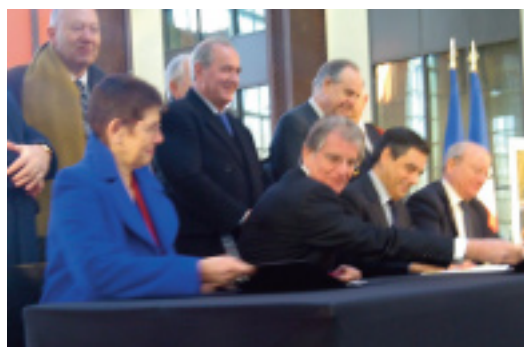
ce territoire reconnu comme majeur pour le développement du Grand Paris, qui « ne se fera pas contre, ni sans Paris ». Soulignant que d'une vision de l'Etat en 8 pôles de développement reliés entre eux, on parvenait à une vision aujourd'hui partagée du Grand Paris, « polycentrique », selon une idée chère à l'élu. De 1985, avec le syndicat « Plaine-renaissance », à l'an 2000, (création de Plaine-Commune) ; demain Pleyel, ça sera 7 lignes de métro et de RER interconnectées avec des enjeux d'emplois « qui doivent profiter aux habitants » et la maîtrise du foncier autour des gares, « un grand enjeu », car « le CDT doit s'inscrire sans ambiguïté dans une volonté de réduire les inégalités sociales et spatiales ». Et Patrick Braouezec d'avancer « le droit à la ville », non comme une construction intellectuelle, mais comme « un appel au secours... qui ouvre une multitude de possibles ».

Le Premier ministre, (dont la présence marque toute l'importance de la réalisation d'une idée lancée par le Président de la République, et dont « l'Etat va orienter les contrats de développement territorial » ; indiqua que « le Grand Paris est une réflexion à long terme » qui va connaître des paliers de développement, « mais surtout, une ambition porteuse d'un intérêt général, d'une dynamique partagée et visionnaire. Les accords-cadre puis les CDT étant privilégiés dans une logique d'adhésion. L'idée du Grand Paris se concrétise » a conclu le premier ministre. C'est le premier accord-cadre signé. Seize autres doivent suivre avant la fin de l'année. Compte tenu des différents profils politiques, une élue de Plaine-Commune s'interrogeait à l'issue de la cérémonie des signatures : « quelle place feront les autres contrats au logement social? »

Roger Guérin

## Une signature historique

**L**a signature de l'accord-cadre préparant le premier futur contrat de développement territorial, a été le moment symbolique le plus fort. On reconnaît assis en partant de la gauche, Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen ; Patrick Braouezec, Président de Plaine-commune, François Fillon, Premier ministre, et Daniel Canépa, Préfet de Région. Ensuite, Didier Paillard, maire de Saint-Denis, Maurice Leroy, ministre de la ville et du Grand Paris ; Frédéric Mitterrand, ministre de la culture. Nous reviendrons sur le contenu très instructif de ce document. Notons toutefois que parmi les objectifs et priorités du projet, il est acté le futur réseau de transport du Grand Paris (lire « Le Progrès » n° 3 et 5) et - fait nouveau - les prolongements des lignes de métro 4 (jusqu'à la mairie et les Docks) 7, 12 et 13 jusqu'à Stains.



## ENQUETE PUBLIQUE

# La ligne 14 à Saint-Ouen en 2017

**Voilà déjà 2 ans que nous savons que la ligne 14 sera prolongée, depuis le débat public organisé à l'époque. L'enquête publique constitue la dernière phase avant le démarrage des travaux. Ce prolongement est toujours et encore présenté uniquement comme solution à la « désaturation de la ligne 13 »... comme si le réseau du grand Paris express n'était pas l'enjeu principal.**

**M**airie de Saint-Ouen/Saint-Lazare en 4 stations seulement – dont une à Victor Hugo en limite de Clichy- dans des rames de 8 voitures (contre 6 sur la ligne 13), ce sera un beau progrès pour voyager vers le centre de Paris. Prolongeant la ligne 14 à St-Lazare vers le nord, la ligne de 5,8 km sera entièrement automatique, avec portes palières sur des quais nécessairement plus longs pour accueillir 8 wagons. Elle permettra aussi d'avoir accès à de nombreuses correspondances. Il est clair qu'elle sera un important facteur de développement pour les Docks et la ville.

Saint-Ouen est donc particulièrement concernée par l'arrivée de la ligne 14. « Mairie de Saint-Ouen » sera, pour quelques années, le terminus de la ligne. De ce fait, le tunnel ira vers Pleyel, juste au-delà de la rue du Landy. Les entrées et sorties de la station « Mairie de Saint-Ouen » seront situées de part et d'autre

de la rue Albert-Dhalenne, en lieu et place des agences bancaires donnant sur le boulevard Jean-Jaurès. Les accès de la station « Clichy-Saint-Ouen RER » seront situés, d'une part, en limite de ville devant le garage

Renault, près du centre commercial Leclerc, et d'autre part, place du RER, à côté de l'actuelle station du RER C. Dans les 2 cas, il y aura des couloirs de correspondance avec la ligne 13 et le RER.

## Ligne 13 : ne pas relâcher la pression

**L**e conseil municipal a indiqué également que d'autres solutions devaient être mises en œuvre dès maintenant, comme par exemple, demander au STIF et à la RATP d'appliquer un plan d'urgence d'amélioration du fonctionnement de la ligne 13. Une demande jugée insuffisante par Roger Guérin (groupe CCR) qui a proposé que le Conseil municipal demande la réalisation d'études pour le dédoublement de la ligne 13 (que la ville revendique) au motif qu'une étude précédente avait vite été enterrée au profit de « la désaturation par la ligne 14 » et surtout, parce que la ligne 14 allait devenir l'axe central du réseau de transport du Grand Paris Express, adopté l'an dernier. D'autre part, le futur contrat du Grand Paris (CDT) avec Plaine-commune et Saint-Ouen, prévoit des prolongements de lignes de métro, dont la 13 et la 4. Tous ces nouveaux flux modifieront la donne. Il y a donc un intérêt à connaître les conditions nouvelles pour un éventuel dédoublement de la ligne 13. Ce qu'a demandé le conseil municipal unanime.

Cette énumération ne serait pas complète, sans évoquer un élément qui a son importance: la création d'un site de maintenance et de remisage de la ligne 14, pour l'entretien et le garage des navettes. Il sera situé pour partie, sur le terrain des anciens entrepôts Total, rue Pierre et relié par un tunnel jusqu'à la ligne. D'abord présenté en version enterrée - à la demande des élus de Saint-Ouen - le bâti aura finalement une hauteur de 6 mètres, dont 1,50 m de terre. Car la majeure partie de la terrasse sera transformée en parc d'agrément avec plantations et donc il sera accessible au public. Le centre accueillera des emplois qui peuvent aussi concerner des jeunes audoniens.

Naturellement, le dernier conseil municipal a donné un avis favorable au projet. L'enquête publique se déroule jusqu'au 17 février.

**Juliette Guérin**

## A LIRE

# Une jeunesse en résistance avec Guy Môquet : Georges Abbachi

**« Les copains qui restez, soyez dignes de nous ». Voilà les derniers mots que prononça le jeune résistant communiste Guy Môquet, le 22 octobre 1941, juste avant d'être fusillé par l'armée occupante allemande avec 26 autres de ses camarades. Georges Abbachi (longtemps responsable syndical et élu de Saint-Ouen) fit partie de ces « copains » qui luttèrent aux côtés de Guy et qui, après sa mort, continuèrent ardemment le combat contre le joug nazi. Un livre, « une jeunesse en résistance avec Guy Môquet, Georges Abbachi » d'Anna Musso et Frédéric Durand relate cette histoire.**

**I**ls se rencontrèrent à l'âge de 12 ans et l'histoire fut qu'ils ne se quittèrent plus. C'est au côté de Guy Môquet que Georges Abbachi, en 1939, alors apprenti-ajusteur, entreprit ses activités militantes pour le soutien aux républicains espagnols, puis contre les accords de Munich. Vint alors juin 1940 et l'entrée des troupes allemandes sur les Champs-Élysées. Guy, Georges et d'autres camarades

organisèrent le premier groupe de résistance: les bataillons de la Jeunesse communiste du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. C'était « l'embryon de l'organisation des groupes Francs-Tireurs et Partisans (FTP) pour les jeunes ». Ils mirent alors en place de multiples actes de résistance, des actions clandestines habilement menées par le courageux et charismatique chef de groupe, Guy Môquet: impressions et distri-

bution de tracts, manifestations, inscriptions et collages de papillons contre l'occupant, opérations de sabotage, toutes actions qui empêchaient donc la banalisation de l'Occupant. Lorsque Guy Môquet fut arrêté, le 13 octobre 1940, Georges Abbachi fut alors spontanément désigné pour lui succéder. Mais le 16 juillet 1941, après une énième distribution de tracts, Georges Abbachi fut arrêté à son tour. Dès lors, de Fresnes, où il apprit tristement l'exécution de Guy, son ami d'enfance et compagnon de lutte depuis toujours, à Poissy, des Tourelles à Voves, de Pithiviers à l'île de Ré, Georges aura connu des prisons et encore des prisons, souvent « sur la marche du train qui allait l'expédier dans les camps de la mort » pour reprendre l'expression de Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, qui préface le livre. A la prison de Poissy, Georges aura passé « les plus durs mois de sa vie »,

près de dix mois de souffrance... Aidé par la Résistance, Georges fut libéré le 3 décembre 1944. Sa première journée de liberté, il la passa à soutenir ses camarades afin d'obtenir leur libération. Ce qui est remarquable dans ce récit de vie, c'est la concordance entre les actes relevant d'un courage admirable et d'une témérité bouleversante et la sérénité dans la lutte, le calme et le ton d'un homme qui n'aurait cessé de croire en la bonté humaine et en l'amour de la vie.

A tous les Georges Abbachi, ces « justes » combattants, nous leur devons d'avoir su maintenir l'espoir d'un monde meilleur, d'avoir protégé la flamme de la République française, la « belle, la rebelle », face à tous ceux qui la trahirent et la souillèrent, préférant la collaboration nazie et les institutions vichystes. Maintenant, à nous d'être dignes d'eux.

**Benoit Belloni**



COLLEGE JAURES

# Collège au bord de la crise de nerfs

**Une série d'incidents a provoqué un mouvement des enseignants, puis des parents d'élèves, pour protester contre les conditions faites à leur collège. Pendant une semaine, grève, délégations et manifestation dans la ville, ont eu lieu. Un mouvement qui dénonce surtout, la situation faite à l'éducation dans notre département.**

Un début d'incendie dans une salle a été le facteur déclenchant. Un fait suivi d'un enchaînement d'autres incidents moins graves, mais tout aussi perturbateurs pour la vie du collège. « Cela a entraîné l'exercice du droit de retrait » par les enseignants, explique Nathalie Grégoire, professeur d'histoire-géographie et responsable syndicale du Snes-Fsu. L'émotion et un grand ras-le-bol étaient forts. Immédiatement les mauvaises conditions d'éducation que subit l'établissement ont été pointées. « Dans notre collège, il y a neuf postes et demi d'assistants d'éducation, cela nous place dans la moyenne départementale. Mais pour autant, c'est insuffisant pour un grand collège comme Jaurès, et de conception ancienne avec de nombreux recoins » explique la prof. Et puis, il y a le problème récurrent des non-remplacements. « Un poste à plein-temps est remplacé par un demi-poste », tel est le calcul

d'apothicaire de l'inspection académique en ces temps de rigueur budgétaire renforcée et dans un contexte général de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite. A noter d'ailleurs qu'un inspecteur d'académie adjoint déclare dans « Le Parisien », que le taux d'encadrement est suffisant. Après deux jours de grève, les parents d'élèves avec la FCPE, tout aussi inquiets de la dégradation de la situation faite au collège, ont pris de relais de la protestation. Présence filtrante devant l'entrée principale du collège, délégation à Bobigny, à l'Inspection académique le 1er février où les parents étaient les plus nombreux dans les deux cars mis à disposition par la mairie. D'ailleurs, Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen, avait fait connaître son soutien aux revendications exprimées et plusieurs élus de la majorité municipale de gauche, étaient présents à différents moments, en particulier



La manifestation du 2 février sur l'avenue Gabriel Péri

lors de la manifestation du 2 février sur l'avenue Gabriel Péri. Nadia Boussa, présidente de la FCPE, explique que « les parents sont pleinement solidaires des enseignants et que les réponses aux questions posées à l'inspection académique sont de l'enfumage. On attend du concret ». Les enseignants réclament toujours la création d'un poste d'assistant d'éducation et d'un poste d'assistant pédagogique, le remplacement effectif des personnels, même s'il s'agit de demi-postes et enfin ils refusent la baisse programmée de 41 heures (soit 2 postes et 1 classe en moins) pour la rentrée pro-

chaine. Un dernier élément préoccupant alors que l'inspection vient d'annoncer la suppression de près de 300 postes dans les collèges et lycées de la Seine-Saint-Denis. Un très mauvais coup contre l'avenir de ce département et de sa jeunesse; contre une école de l'égalité des chances et le droit à une formation de qualité pour tous. D'autre part, les parents sont très remontés contre l'annonce du recul (de un à deux ans) des travaux de réhabilitation du collège par le Conseil général.

J.-C. Ducas

## Changements à l'OVL

L'assemblée générale de l'Office Vacances Loisirs de la ville de Saint-Ouen (OVL), tenue le 27 janvier, a attiré la grande foule. La présidente (démissionnaire) et le maire ont pris la parole avant le vote des rapports et le renouvellement de 10 administrateurs. Tout cela sous le contrôle d'un huissier. Dix nouveaux administrateurs ont été élus sur une liste de 21 candidats, dont deux personnes qui avaient quitté le conseil d'administration il y a un an, et qui ont recueilli le plus grand nombre de suffrages. Lors du conseil municipal du 30 janvier, les élus socialistes et EELV, et ceux de l'opposition de droite (sauf Albert Kalaydjian) ont voté contre la délibération fixant les tarifs de l'OVL pour l'automne/hiver 2012, déclarant clairement une insatisfaction par rapport aux résultats de l'AG de l'OVL (chacun appréciera).

D'autre part, les élections des représentants du personnel de l'association ont pu enfin avoir lieu le 20 octobre dernier. Cela faisait un an que la CGT avait assigné la direction de l'OVL devant le Tribunal Administratif. Enfin, l'audit sur la délégation de service pu-

blic à l'OVL, demandée par la ville, sera bientôt rendu public.

Pour autant, une zone de turbulences perdure. La directrice générale a démissionné dans la foulée, sur la base d'un accord passée entre cette dernière et la présidente démissionnaire, chargée de gérer les affaires courantes. Le maire a réagi par courrier, sur la forme comme sur la transaction, qualifiée d'énorme. L'ex-présidente a immédiatement répondu à ce courrier.

Enfin, le conseil d'administration s'est réuni le 8 février et a élu, Catherine Desprès, présidente de l'OVL. Elle a été élue de Saint-Ouen pendant trois mandats et elle a une bonne connaissance des problématiques de notre ville. Un bureau, composé d'anciens et de nouveaux administrateurs a été également élu.

## 17/19 Vallès : deux ans déjà

Une marche du souvenir a eu lieu le 25 janvier dans le quartier des puces en souvenir d'Anamita et d'Ismaïl, son enfant de 4 ans, qui avaient péri lors d'un incendie dans l'immeuble. le 25 janvier 2010. Une quarantaine

de personnes a participé à l'initiative, à l'appel des locataires, de parents d'élèves et de l'association Droit au logement (DAL). Paul Planque et François Giunta (élus communistes) étaient également présents. Le DAL et les locataires veulent le relogement des hébergés dans le parc social, la régularisation des sans-papiers et l'expropriation de ces immeubles et leur transformation en logements sociaux (lire « Le Progrès » n°7).

## L'Espace Forme continue dans l'ancienne bibliothèque

La piscine va rouvrir ses portes courant mars. Une réouverture très attendue. Mais que devient l'espace forme qui avait été transféré dans les locaux de l'ancienne bibliothèque centrale? Espace littéralement pris d'assaut par les adeptes du maintien du corps. Bonne nouvelle, il va perdurer dans ces lieux et offrir les mêmes prestations. Par contre, la zone qu'il occupait à la piscine accueillera uniquement de la balnéothérapie, avec hammam, sauna et jacuzzi. Il en coûtera pour les audoniens, 6 euros l'unité et 50 euros, la carte de 10 heures.

RED STAR/MARSEILLE

# Un mythe bien vivant et plein d'espoirs

Après le grand succès populaire et médiatique (France 3 en direct - Intérieur Sport sur Canal +) du match Red Star / Olympique de Marseille en Coupe de France, retour sur cet événement. Plus de 50 000 spectateurs au Stade de France, réunis pour fêter leurs équipes respectives, il était intéressant d'en savoir plus. Nous avons recueilli la parole de quelques amoureux du Red Star.

Jean-Pierre Heinen, ancien élu de St-Ouen et du département, connaît bien l'histoire du club, pour l'avoir accompagné un bon moment. Il a particulièrement apprécié, cette soirée. « On se sentait bien dans ce Stade de France, avec deux équipes mobilisées et respectueuses. Le public était au rendez-vous pour soutenir le Red Star. J'ai un peu rajeuni ce soir-là, avec un soupçon de nostalgie et beaucoup de confiance dans l'engagement des audoniens et du public qui ont manifesté beaucoup de force, d'enthousiasme et de respect. Une belle soirée de foot ».

Pour Henri le Lorrain, élu chargé des sports; « ce match fut une belle réussite de mobilisation populaire. Quel engouement en quelques jours seulement! La tarification populaire et sociale avec des billets à 10 euros, a contribué de permettre à des milliers d'audoniens d'aller au Stade de France, et c'est très important, de poursuivre l'histoire populaire de ce club. C'est aussi la démonstration qu'on peut faire d'un événement sportif, un spectacle sportif de haut niveau et pas uniquement labellisé sport-business ».

Gérard Valck est un fervent supporter du Red Star depuis une cinquantaine d'années. Il a créé



Photo: Gérard Valck

avec d'autres le site « Allez Red Star.com ». Il cible deux objectifs pour le Club. « Pour moi, la première étape, c'est que l'équipe fanion intègre la Ligue 2 le plus rapidement possible. Quant au stade, la nostalgie voudrait que l'on reste à Bauer si c'est réaliste, mais l'essentiel pour le Club est de rester audonien, ancré sur ses valeurs historiques ».

L'engouement du match a atteint toute la ville comme l'explique à leur façon deux jeunes témoins de cette magnifique soirée. Juliette et Atef ont assisté à la rencontre avec d'autres jeunes du 93 et du 94. Une sortie entre

copains. « Ce que j'ai aimé, dit Juliette, c'est d'avoir pris le métro à 20 h avec les audoniens, et d'avoir vu beaucoup d'anciens collégiens que j'ai connus quand j'étais « pionne ». C'est à ce moment-là que j'ai pris conscience de l'impact très actuel de ce match sur l'histoire du Red Star et de Saint-Ouen; alors que je suis déjà allée au stade Bauer ».

Atef a trouvé « bizarre » le fait qu'il y ait davantage de supporters de Marseille que du Red Star. « C'est le seul club du 93 qui puisse provoquer un tel engouement autour d'un 32e de finale de la coupe de France et mettre

50 000 personnes dans un stade » commente-t-il avec satisfaction. « Le Red Star s'est bien battu en première mi-temps. Dommage que Touati, qui est des Boute-en-Train, n'ait pas conclu victorieusement son échappée à la 10e minute... J'ai particulièrement regardé Ludovic Fardin, qui joue milieu de terrain, parce que nous étions dans la même classe au collège Michelet. Ce soir-là, j'ai vu un bon match dans une bonne ambiance ». Le mythe se perpétue et le Red Star est décidément présent dans bien des cœurs.

Guy Carol

## L'étoile rouge audonienne brillera à nouveau

Gilles Saillant, qui a longtemps collaboré au « Réveil », rapportant chaque semaine textes et photos (que les matchs aient eu lieu à Bauer ou à l'extérieur) reste attaché aux racines du club avec un message qu'il veut faire passer.

Plus de cinquante mille spectateurs pour un match du Red Star! Dans le plus grand stade de France, pour lequel il avait même été désigné « club résident » l'espace de quelques semaines en 1998. Et pourtant... Elles sont loin les années glorieuses: 20 saisons avec les meilleurs, en première division comme on disait à l'époque et 34 saisons en division 2. La dernière fois, c'était le 29 mai 1999, une éternité...

Aujourd'hui, après être reparti de très bas, l'ambition des dirigeants et des supporters est de la retrouver bientôt, celle que l'on appelle maintenant « Ligue 2 ». Ce jour-là, l'Etoile Rouge au-

donienne brillera de nouveau à un niveau qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Comme son vieux, mais mythique stade de la rue de la Chapelle, devenue rue du Docteur Bauer après guerre. Si l'on devait le priver de son stade « Bauer » (il s'appelait le stade de Paris) connu dans le monde entier, il en mourrait notre cher Red Star. « Le Red Star manquerait au football de Paris et de France si le sport perdait le terrain suburbain d'où l'on voit la Butte-Montmartre » déclarait amoureusement Gabriel Hanot, le créateur de la Coupe d'Europe des clubs, à l'occasion du cinquantenaire du club. Bien sûr, il faudra le moderniser ce stade chargé d'histoire, cela prendra du temps, mais il ne faut surtout pas l'éloigner du quartier qui l'a vu naître et où j'ai grandi.

Gilles Saillant

le PROGRÈS  
de Saint-Ouen

Numéro 8 - février - mars 2012

Resp. de la publication **Guy CAROL**  
Responsable éditorial **Roger GUERIN**  
Maquette et photos par nos soins  
Ont collaboré à ce numéro :  
**Benoît BELLONI, Guy CAROL, J.-C. DUCAS, Roger GUERIN, Juliette GUERIN, Bernard IVAN, Alain LEPAGE, Gilles SAILLANT.**  
Et pour les photos : **Alice GUÉRIN, Daniel HELLE, Gérard VALCK**  
ProgresStOuen@gmail.com

Retrouver tous les numéros  
www.progres-saint-ouen.info